

Le rôle social de l'historien, de la chaire au prétoire

Olivier Dumoulin. Albin Michel, Paris, 2003, 343 p.

Muriel Le Roux



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/422>
DOI : 10.4000/histoire-cnrs.422
ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 novembre 2003
ISBN : 978-2-271-06144-7
ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Muriel Le Roux, « Le rôle social de l'historien, de la chaire au prétoire », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 9 | 2003, mis en ligne le 07 mars 2006, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/422> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.422>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

Le rôle social de l'historien, de la chaire au prétoire

Olivier Dumoulin. Albin Michel, Paris, 2003, 343 p.

Muriel Le Roux



L'ouvrage se compose de deux parties distinctes à la manière des dissertations de géographie décrivant le présent puis recherchant les explications dans le passé. Olivier Dumoulin part du constat que l'historien, comme le médecin, est lui aussi devenu expert, que la société, en échange de la reconnaissance de sa compétence, souhaite qu'il le soit lui, qui n'aurait exercé que dans la clôture de l'Université. Il a choisi de ne pas s'intéresser à la mission transcendante de l'histoire (on aurait aimé en avoir une définition), mais d'étudier la façon dont les membres de la profession justifient les évolutions.

- 1 L'introduction résume les attitudes des uns et des autres face aux responsabilités sociales et judiciaires, il convoque tous les historiens spécialistes d'histoire contemporaine et du temps présent qui, comme René Rémond ou François Bédarida ont dessiné la responsabilité sociale répondant à une demande, peut-être au détriment de la quête universelle de vérité comme le suggère l'auteur (p. 26). Les débats qui jalonnent l'historiographie confirment la pérennité de cette question. L'auteur les fait remonter au moment où l'histoire devint autonome par rapport à la philosophie au début du XIX^e siècle. Les historiens d'aujourd'hui continuent à s'interroger afin de

mieux expliquer l'appréhension morale et éthique de leur métier. On a souvent le sentiment que l'auteur est attaché à un idéal qui enfermerait l'historien dans une catégorie fixe. Or, l'ouvrage montre que notre discipline ne peut résister aux évolutions de la société, que le rôle social de l'historien est indissociable de la volonté de justification dans l'ordre de la cité du savoir et se doit de dire sans juger. Les recherches en histoire contemporaine sont rarement épuisées en quelques années. L'accès aux archives n'est pas libre et dire pour expliquer est une forme d'engagement. En professionnels des archives, y ayant accès plus que d'autres, la critique en dehors du monde académique devient inhérente au métier d'historien. Aussi se trouve-t-il de plus en plus souvent convoqué devant les tribunaux. Cela n'est pas sans danger pour l'exercice de notre métier comme le rappellent les différents historiens cités.

- 2 Les principes de l'histoire : esprit critique, doute méthodique, distance, indépendance devaient produire une connaissance qui comme le rappelle Olivier Dumoulin en citant Marc Bloch devait aider à mieux vivre. Les affaires Bartosek/London ou encore Aubrac/Chauvy, la présence d'historiens au procès Papon, ou encore l'étude de la guerre d'Algérie sont autant d'exemples attestant des sollicitations de la société dans sa demande d'explications.
- 3 Après avoir cité les positions de nombre d'historiens, l'auteur pose avec force la question de la légitimité de la commande, qu'il s'agisse de familles de particuliers ou encore de l'Église pour le procès Touvier, de l'État pour la question des biens des juifs spoliés. Pour comprendre et expliquer, on a réuni des commissions d'historiens retenus pour leurs compétences scientifiques, pour leur expertise. Quand et comment en est-on arrivé à cela ?
- 4 Olivier Dumoulin nous conduit d'abord en Amérique du Nord afin de montrer que le lien entre l'histoire et le judiciaire a contribué à faire entrer l'historien dans le prétoire. Ces pratiques comme le manque de postes disponibles dans les universités ont conduit à la création de cabinets de consultants de *Public history*. Cela eut pour conséquence l'émergence d'une vision statique de l'histoire. Régulièrement sollicités par les avocats des différentes parties, mais contraints par le système judiciaire, les historiens entre recherche et doute critique d'un côté et jurisprudences et force de la chose jugée de l'autre virent leurs interprétations gelées, discréditant l'essence de toutes disciplines académiques : l'évolution de la connaissance. La commande, les financements privés ont rendu l'histoire suspecte et créé une crise au sein des universités.
- 5 Ensuite, l'auteur revient en France et analyse la réception française de l'histoire appliquée à l'américaine. Il présente les arguments des historiens académiques et ceux des créateurs de cabinets d'histoire privés. Mais, malgré les citations de textes rappelant la difficulté à traduire *Public history*, l'auteur confond *Public history*, histoire sur commande rédigée par des historiens non-fonctionnaires et non statutaires, payés par les commanditaires mais diplômés de l'Université et *Business history*. Pour argumenter autour de la notion d'histoire appliquée, il cite des professeurs d'Université et des chercheurs (François Caron, G. Thuillier, mais aussi Henry Rousseau, François Bédarida, Alain Beltran, etc.) qui eux n'ont pas, dans le cadre de leur service qui justifie le traitement versé par l'État, reçu de commande au sens américain du terme. Les entreprises sont aussi un objet de recherche de la recherche universitaire. La confusion provient du fait que certains laboratoires de recherche en histoire, comme en sociologie, en économie ou en science dure ont passé des contrats avec des entreprises.

Mais en France, cela fait belle lurette que la science est cofinancée par les contribuables, les industriels, les différentes instances européennes et les fondations privées ! On se demande si c'est la commande qui pose problème et influe sur le rôle social de l'historien ou l'origine des financements ? Les contrats passés entre recherche publique et recherche privée n'impliquent pas une remise en cause des principes de l'histoire. Chacun est libre de dénoncer le contrat et personne n'est contraint. L'auteur semble accorder plus de vertu aux deniers des contribuables (garant de la liberté idéale de l'historien ?) qu'aux fonds privés. Pourtant, bien des exemples du livre montrent que les risques d'instrumentaliser l'histoire existent en dehors des sources de financements. Ensuite, dans la deuxième partie, remettant en cause son postulat de départ, l'auteur tente, en remontant au XIX^e siècle, de trouver les origines de cette évolution.

- 6 Il évoque les rôles de chacun des grands noms de notre discipline. L'historien a été citoyen au service de la III^e république, acteur de l'affaire Dreyfus. L'érudit, le savant devient acteur du combat national entre 1914 et 1918. Ensuite, comme cela a été observé pour d'autres disciplines, au cours de cette période de professionnalisation de la science et de la recherche, apparaît la figure du chercheur-enseignant, protégeant ses recherches derrière l'apolitisme. La clôture universitaire permettait de travailler hors du siècle. Le 6 février 1934 fut l'élément déclencheur pour Marc Bloch et conduira à la création d'un comité de vigilance des intellectuels. Olivier Dumoulin ayant lu les comptes-rendus de lectures des grandes revues d'histoire montre comment on passe de l'apolitisme à un retour dans le siècle au cours de la Seconde Guerre mondiale comme le souhaitait Henri-Irénée Marrou en 1939 (p. 231). Mais dans le même temps, l'histoire était en crise. Entre 1870 et 1918, même si l'affaire Dreyfus a divisé la communauté, le rôle social de l'historien ne posait guère de problème. Maître de la méthode qui permet d'accéder à la vérité, l'historien était le professeur au service de la Nation. Au cours des années 1930, les universitaires dénoncent la médiocrité du recrutement à l'agrégation d'histoire et le rôle social en est remis en cause. Le lien recherche-enseignement n'est plus une garantie suffisante aux yeux de beaucoup. Seule la professionnalisation du métier plaçant la recherche en pivot central du triptyque enseigner-chercher-écrire permettrait une sortie de crise selon les fondateurs des *Annales*. Accumuler des résultats autorisait un renouvellement disciplinaire.
- 7 Olivier Dumoulin aurait pu présenter les faits en réintroduisant davantage l'évolution des contenus disciplinaires des sciences en général. Il rappelle l'influence des sciences exactes, la création du CNRS, évoque la fondation des *Annales*, revue devant réduire le fossé qui sépare l'homme d'action de l'historien. Mais il ne replace pas réellement l'histoire dans le mouvement qui touche toutes les sciences et les techniques académiques et industrielles de l'entre-deux-guerres. Cela aurait donné à l'évolution du rôle social de l'historien un autre relief. L'histoire perdrait en singularité, puisque ce que Olivier Dumoulin rapporte a été observé pour d'autres disciplines académiques, mais permettrait de mieux comprendre l'importance attachée par Marc Bloch et Lucien Febvre à la notion d'accumulation de connaissances. Il fallait convaincre les dirigeants politiques (ou industriels pour les sciences exactes) de la pertinence de la demande de fonds pour la création de structures permettant d'achever le processus de professionnalisation de la recherche qui était en cours. Marc Bloch lui-même n'évoquait-il pas la notion de rendement (p. 260) pour l'activité majeure la « recherche professionnelle » ? Cette notion de rendement renvoie à celle des moyens, du coût par rapport aux finalités de la recherche en histoire, jamais clairement évoquée dans

l'ouvrage. Le lecteur sent trop le malaise de l'auteur par rapport aux évolutions actuelles de la discipline comme l'atteste tout au long de l'ouvrage les réponses en demi-teintes faites à G. Noiriel. Il y a de l'essai dans ce livre qui ne se présente pas comme tel.

- 8 La fin de l'ouvrage présente rapidement les historiens des Trente Glorieuses acceptant la clôture, les rites du milieu tout en étant des hommes engagés au moment de la Guerre d'Algérie, des acteurs de la vie publique et politique, prenant ensuite leurs distances par rapport aux grands dogmes du siècle. La conclusion évoque les crises de l'histoire, fait écho à la première partie et propose un survol prudent des soixante dernières années en évoquant les nouveaux rôles de l'historien. Autobiographe, assumant enfin « ce moi haïssable », écrivain, analyste, expert, l'historien est tout cela à la fois, l'auteur aurait dû préciser « historiens de renom ». On observe le même phénomène pour les grands noms des sciences exactes.
- 9 Un autre plan peut-être plus académique, chronologique aurait évité les redites et permis de suivre plus facilement le cheminement de l'auteur. L'absence d'un index des noms propres et d'une bibliographie récapitulative des ouvrages et articles cités est regrettable. La lecture et l'utilisation de l'ouvrage est difficile tant l'usage du « *op. cit.* » oblige le lecteur à de nombreux retours en arrière. Le nombre et la longueur des citations (certaines de plus d'une page p. 211-213) supposaient le recours à une typographie différenciée. De plus, la succession de quatre à six citations par page est excessive et nuit à la clarté du discours. Les coquilles agacent, l'auteur ne choisit jamais entre « Université » et « université » lorsqu'il s'agit de l'Université ; Fabrice d'Alméda se prénomme de temps à autre Patrice. Les erreurs de dates sont plus ennuyeuses. Je n'en citerai qu'un exemple : l'auteur, p. 46, rappelle le cas des époux Aubrac mis en cause par G. Chauvy. L'article de *Libération* est daté du 25 juillet 1977 dans le texte, brouillant la démonstration. Elle ne devient compréhensible qu'en lisant la note avec la liste des signataires et la date de parution de l'article : 1997. Faire preuve de rigueur en toute circonstance, n'est-ce pas aussi caractéristique du métier ? Cet ouvrage qui repose sur un énorme travail de recherche pour restituer la manière dont l'ensemble de la communauté a justifié et justifie les mutations du métier d'historien manque de hauteur et d'optimisme. Hauteur car ce qui est décrit est applicable à toutes les sciences, optimisme car une autre lecture est possible. Les historiens évoluent, s'adaptent, débattent, se remettent en question. N'est-ce pas un signe de vitalité ? Il y a un présupposé tout au long de l'ouvrage : la question du praticien. L'auteur se dévoile en conclusion affirmant qu'il n'en sera jamais un. C'était attendu puisqu'il est réservé dès l'instant où il sent des influences extérieures au monde académique. Est praticien celui qui connaît la pratique d'un art, d'une technique ; est chercheur celui qui par ses connaissances et ses recherches contribue à l'élaboration et au progrès d'une science. Ce sont deux fonctions de notre métier. Il n'est pas explicite dans ce livre qu'en dehors du cercle restreint des grands noms, les praticiens furent nombreux. La démocratisation de l'enseignement supérieur depuis 1945, le développement de la vulgarisation des sciences ont changé les contours de notre communauté. Loin des deux cents pères abbés qui régissaient la vie des historiens selon les règles de la clôture au cours de l'entre-deux-guerres, il est difficile aujourd'hui de rencontrer tous les membres d'un sous-continent disciplinaire. Les plus illustres d'entre-nous ont besoin des praticiens. Beaucoup d'entre-nous modestes chercheurs et praticiens resterons anonymes, « mais, après tout, quand on n'est pas Braudel, qu'est-ce qui reste ? ».

INDEX

Mots-clés : historien, social

AUTEUR

MURIEL LE ROUX

Chargée de recherche IHMC-CNRS